

Michaël Dantinne

«Une société fliquée tout le temps et partout, c'est un choix de société»

INTERVIEW
SERGE VANDAELE

Michaël Dantinne est docteur en criminologie de l'Université de Liège et spécialiste des questions terroristes. Il est urgent, pour lui, de travailler sur les mécanismes producteurs du terrorisme.

Bruxelles, cible d'attentats terroristes, c'était inéluctable?

Ce n'était pas prévisible mais il semblait inévitable que cela arrive un jour au vu de ce qu'ont révélé les attaques parisiennes et ses connexions belges. C'est donc arrivé mais pas comme on l'imaginait il y a encore un an ou deux, c'est-à-dire sous la forme d'un terrorisme qui ciblerait des symboles comme l'Otan ou les institutions européennes, et qui serait issu de l'extérieur de nos frontières. Après le 13 novembre, on a vite compris qu'un terrorisme domestique était possible, autrement dit un terrorisme de Belges, qui se concrétise sur le territoire belge et qui ne vise pas spécialement des cibles emblématiques.

Ce qui a pris absolument tout le monde de court, en revanche, c'est que cela se soit réalisé si vite, dans la foulée des attentats parisiens et avec une telle victimisation.

En visant Bruxelles, les terroristes ne visaient donc pas forcément le symbole? Peut-être, on ne saura jamais. Voulait-ils se venger? Toujours est-il qu'ils ont choisi de frapper un mardi matin dans des lieux bondés de monde pour maximiser le nombre de victimes, jouer à fond la carte de la terreur et faire passer leur message de haine du monde.

La peur étant paralysante, il y a aussi cette idée de produire du changement dans notre société. Pour nous, un attentat c'est un acte terroriste. Pour eux, c'est le cœur de leur propagande, c'est une communication. Car face à cela, il y a la plupart des gens qui éprouveront de la tristesse, d'autres qui resteront globalement neutres et puis ceux qui vont se réjouir de ces actes terroristes. C'est aussi à ces gens-là qu'ils s'adressent en montrant ainsi qu'ils sont une équipe qui gagne. N'oublions pas que Daech a besoin de recruter et d'attirer de la main-d'œuvre.

Cette idée que Bruxelles, et singulièrement Molenbeek, soit devenu un sanctuaire pour djihadistes, vous en pensez

quoi?

C'est évidemment davantage une formule qu'une analyse fine de la réalité. Cela dit, il serait complètement surréaliste de nier la

dimension belge du problème. Cette dimension belge relève davantage du terreau c'est-à-dire du milieu de vie, de la résidence, du parcours de vie que d'une simple question de nationalité.

Car pourquoi y a-t-il cette récurrence de personnages issus de Molenbeek? Cela tient à deux raisons.

Aux réseaux, d'une part, car ce sont des gens qui ont souvent grandi dans le même quartier, qui sont amis ou complices, qui vont un peu métastaser autour d'eux et qui sont finalement interconnectés entre eux.

Aux conditions de fond, d'autre part, qui ont produit une réceptivité à ces idées dans le chef de certains individus. C'est ce qu'on appelle les mécanismes producteurs comme par exemple la constitution d'une identité négative qui revient à dire: «j'ai besoin de devenir quelqu'un dans la vie. Je n'y arrive pas. Je me fais donc remarquer d'une manière illégale en commençant par la petite délinquance puis la délinquance, je prends le contrepied des valeurs dominantes jusqu'à aller encore un cran plus loin, un peu plus en marge, en ajoutant une touche religieuse».

Tous les mécanismes producteurs de désorganisation sociale, de contre-culture, de sensation d'un avenir bouché, tous ces 'push factors' sont susceptibles d'amener des individus vers le terrorisme, de s'intéresser à des mouvements comme Daech.

Ces «push factors», on les retrouve évidemment très clairement dans une commune comme Molenbeek, où il y a à la fois du communautarisme, des problèmes économiques, sociaux, d'intégration ou qui ont été créés par des politiques de la ville.

En disant cela, je ne suis pas du tout occupé à dire qu'ils sont des victimes de cette situation. Car tous ceux qui la subissent ne deviennent évidemment pas des terro-

ristes. Ceux qui, à un moment donné, posent des actes en sont les auteurs et certainement pas les victimes.

Chercher à comprendre n'est absolument pas excuser, comme on l'entend parfois. Ce sont deux registres très différents. L'un est de l'ordre de l'analyse, l'autre de l'opinion.

Ces 'push factors', on les retrouve à Molenbeek mais aussi dans plein de banlieues françaises, dans plein de quartiers de Londres et dans beaucoup de zones qui jouxtent des grandes villes européennes.

Ce problème existe donc par ailleurs et chercher, comme on le fait régulièrement, à faire porter le bonnet d'âne à qui a ce problème et qui ne l'a pas, revient à éviter de s'attaquer aux problèmes de fond.

Comment fait-on pour vivre dans un pays sous la menace terroriste? On fait quoi? On s'organise comment?

La question qui se pose en filigrane, c'est: quel prix est-on prêt à payer? Qu'est-on prêt à subir ou à abandonner? Est-on prêt à changer nos habitudes de vie? Pendant combien de temps? Répondre à ces questions c'est d'abord un choix individuel puis un choix de société. On peut par exemple décider de ne plus jamais fréquenter un lieu où il y a une grande concentration de personnes, comme un concert.

Après, la manière dont le politique va se questionner sur tout cela va déterminer des réponses. Si on se limite comme toujours à se demander: qu'est-ce qui a foiré?

Pourquoi n'a-t-on rien vu venir? Pourquoi la sécurité a-t-elle défailli?

On va alors continuer à écraser le débat et on ne prendra pas toutes les mesures utiles et nécessaires. On oubliera forcément tous les mécanismes producteurs dont j'ai parlé.

Est-on sûr que cela va produire des résultats positifs si on renforce les services de sécurité, les renseignements, la police, la Justice? Je n'en suis pas sûr. Ce qui est sûr en revanche, c'est qu'à un moment donné, ce renforcement aura des effets liberticides. Une société fliquée tout le temps et partout, c'est un choix de société. Et chacun aura individuellement une réponse différente par rapport à ce qu'il est prêt à céder à l'État comme marge de manœuvre. Je n'ai pas la réponse à cette question mais ce dont je suis sûr, c'est qu'il faut absolument travailler sur deux fronts.

En étant juste répressif – et la remarque vaut pour Manuel Valls –, comment imaginer que l'on puisse réprimer de manière efficace quelque chose que l'on ne comprend pas?

Ce n'est pas dans l'air du temps d'accepter de prendre du temps. Pourtant il faudra bien en prendre si on veut faire de la recherche pour comprendre ce qui se passe dans ces familles, dans l'éducation, les politiques de la ville, la vie des quartiers, la prise en charge des jeunes, la laïcité, l'intégration...

Toutes ces dimensions-là sont interconnectées, ce qui en fait un énorme chantier.

En étant juste répressif – et la remarque vaut pour Manuel Valls –, comment imaginer que l'on puisse réprimer de manière efficace quelque chose que l'on ne comprend pas?